



بلقاسمي وسيلة نجاة

ماجستير في المدرسة الدكتورالية في

الاقتصاد وإدارة أعمال

Le rôle des institutions internationales dans la mondialisation: le cas de l'Algérie

Résumé:

l'un des aspects les plus marquants des relations internationales contemporaines est le rôle croissant joué par les organisations internationales comme moteur d'accélération de la croissance élevés et puissance régulière de la mondialisation dans la coopération que relie les États pour régler leurs problèmes communs. Dans notre recherche nous focalisé sur les organisations intergouvernementales pour agrémenter le rôle des organisations internationales face a la mondialisation qu'elles sont composées d'États, constituent des structures permanentes de coopération entre leurs membres (organes, agents, budget, compétences) pour assurer la liberté de tout nature par la suite d'assurer le développement durable, de vivre entre les gouvernements nationaux et les institutions internationales, En effet, on construit ce que nous nommons « mondialisation » renvoie couramment le marché mondial de production et de consommation dans toutes les sphères de la vie dans l'univers. Bien que le développement des échanges constitue une chance d'intégrer les pays pauvres à l'économie mondiale sur des bases équitables qu'elles renforceront l'attrait des pays en développement pour les IDE. Et elles contribueront à une réduction des coûts pour leurs actions, en conséquence à une augmentation des recettes publiques à l'égard' un renforcement de la gouvernance dans le système économique mondial du local au global dont toutes les organisations interviennent à des degrés divers dans la mondialisation.

ملخص:

أحد الجوانب الأكثر لفتا للعلاقات الدولية المعاصرة هو الدور المتنامي الذي تلعبه المنظمات الدولية كمحرك تسارع للنمو وقوة نظامية للعولمة في التعاون الذي يربط بين الدول لحل المشاكل المشتركة. في بحثنا ركزنا على المنظمات الحكومية الدولية الداعمة لدور المنظمات الدولية المجابهة للعولمة التي تتألف من الدول و الهياكل الدائمة للتعاون بين أعضائها (أجهزة، وكلاء، والميزانية، ومهارات) لضمان التنمية المستدامة بين الحكومات الوطنية والمؤسسات الدولية، لأننا نبنى ما نسميه "العولمة" يشير عادة إلى إنتاج السوق العالمي والاستهلاك في جميع مجالات الحياة في الكون. على الرغم من أن تطوير التجارة هي فرصة لإدماج البلدان الفقيرة في الاقتصاد العالمي على أساس منصف و تعزز من جاذبية البلدان النامية للاستثمار الأجنبي المباشر مما يساهم في خفض التكاليف لأسهمها نتيجة زيادة الإيرادات الحكومية في ظل تقوية حوكمة النظام الاقتصادي العالمي انطلاقا من المستوى المحلي إلى المستوى العالمي بحيث تختلف درجة تفاعل هذه المنظمات في مفهوم العولمة.

I.Le Fonctionnement De La Mondialisation

La mondialisation n'est pas un phénomène entièrement nouveau, elle s'accélère depuis l'effondrement de l'URSS et l'ouverture de la Chine. Et se décline avec l'expansion du capital libéral. C'est un phénomène qui s'amplifie et qui se traduit par l'important des flux de personnes, de marchandises, de capitaux et d'information. A la fin du XXe siècle, la mission des organisations internationales n'est plus seulement d'aménager les rapports entre Etats mais aussi d'imposer des décisions aux Etats qui les sollicitent : elles exigent la réduction des déficits publics, des subventions, la privatisation des services publics et l'ouverture des frontières au libre-échange. C'est ce qu'on appelle les « plans d'ajustement structurels » dont on leur demande d'introduire de la cohérence et de la prévisibilité dans des relations internationales où prolifèrent des acteurs et des flux échappant souvent au contrôle d'un système interétatique lui-même loin d'être harmonieux dans un monde bouleversé par la libéralisation des échanges

et la mondialisation de l'information pour une régulation de l'activité (production, consommation, répartition) économique au service du développement qu'elle est le résultat de l'action de 5 secteurs (Les ménages, Les entreprises, Les établissements financiers, Les administrations publiques, L'extérieur) institutionnels et de leurs interactions (les flux réels « les échanges de bien » ; les flux monétaires, ou financiers les flux immatériels) dont Chaque secteur institutionnel regroupe des agents homogènes quant à leurs activités à l'échelle planétaire, Ce système d'échanges économiques profite bien évidemment à de nombreux acteurs, qui ont pris une place centrale dans les orientations financières et économiques mondiales par ces décisions majeures qui sont prises directement au niveau international, dans le cadre d'Institutions financières internationales telles que la BM ou le FMI, et au sein de l'OMC. Ces Institutions, De son côté l'ONU, fait regrouper les gouvernements en vue du maintien de la paix, peine à faire appliquer les institutions internationales. Désormais, les états nationaux qui organisaient autrefois les relations dans l'espace mondial commence compatible avec le développement durable en mettant l'accent sur la nécessité de prendre en considération différentes dimensions et temporalités (économique, sociale, écologique, politique, juridique, etc.), de l'objet de rechercher des nouveaux instruments de régulation en particulier des économies en développement dans et face à la mondialisation. Pour produit un système très hiérarchisé, intégrant certains espaces et marginalisant les autres d'une part, et consulte les formes de gouvernance et les régulations dans le champ du développement durable, par mises en place non pas au niveau global mais par les économies en développement confrontées à la mondialisation qui Sont-elles des symptômes d'une mondialisation arrangée, en fin produites pour servir une économie libérale, ou sont-elles à l'origine de l'expression de « nouvelles » formes de développement qui s'insèrent dans les interstices de la mondialisation.

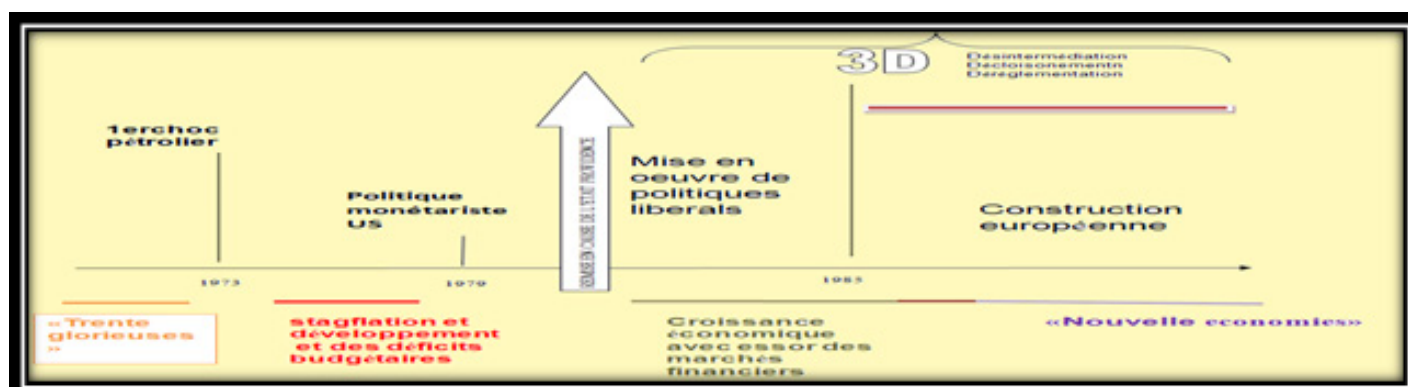


Figure 1: processus de la mondialisation

- A partir des années 70 : Essoufflement du modèle de production fordiste
- Chocs pétroliers : Le problème peut se décomposer en 3 périodes :

1974-1979 : le premier choc pétrolier. Paradoxalement, les PED augmentent leur dette car avec la crise pétrolière, le \$ va être bon marché et abondant (grâce au recyclage des pétrodollars) et il faut régler la facture pétrolière également plus les programmes de développement. Les PED s'endettent.

1979-1982 : IIème choc pétrolier qui est différent du premier car les pays développés rentrent en crise économique. Il va y avoir 2 conséquences :

- Moins de croissance pour les PDEM donc les PED vendent moins
- avec la crise, les déficits budgétaires des PED vont s'accroître car ils veulent relancer l'économie. De plus les pays occidentaux vont eux aussi s'endetter. Cela crée des tensions sur les taux d'intérêt qui augmentent.

A la sortie de l'IIème GM, la Conférence de Bretton Woods se tient pour déterminer un « nouvel ordre » économique mondial. Quarante-quatre « 44 » pays sont représentés à cette conférence qui a été vivement souhaitée par les Etats-Unis ; l'U.R.S.S., sollicitée, ne participera qu'aux travaux préparatoires mais non à la conférence elle-même. Trois grandes questions doivent être réglées pour que l'économie mondiale puisse sortir de la guerre et des désordres antérieurs dans de bonnes conditions :

1. La question des taux de change :

- en 1944 l'existence d'un étalon monétaire international est perçue comme une perte d'autonomie des Etats dans la conduite de leur politique économique. Il faut donc un Système Monétaire International (SMI) moins rigide que l'étalon-or.
- Mais la flexibilité des changes pratiquée dans les années 30 est interprétée comme une politique de dévaluation compétitive. Il faut donc une certaine fixité des changes
- Enfin, les capitaux flottants ont profondément déstabilisés les économies nationales et se déplaçant très rapidement notamment des pays périphériques vers les pays créditeurs. Il s'agit donc de limiter les mouvements internationaux de capitaux.

2. La question du protectionnisme :

- Les Etats ont joué pendant les années 30 avec les barrières douanières. Il s'agit de protéger un (des) secteur(s) industriel(s) de la concurrence. Le produit arrivant sur son marché domestique avec un coût plus faible (grâce à une meilleure performance du pays exportateur ou à une dévaluation compétitive), l'Etat va imposer un droit de douane (parfois très élevé) pour renchérir le bien importé et défendre ainsi son propre secteur moins performant (exemple en 1930 des Etats-Unis qui mettent en place le tarif Smoot-Hawley).
- D'autres mesures apparaissent dans les années 30 notamment sous l'impulsion de la France. Elle met en place des restrictions quantitatives. Cette technique offre des possibilités supérieures de protection puisqu'elle établit administrativement la part de marché laissée aux producteurs étrangers ; quel que soit le niveau de leurs prix, l'entrée sur le marché devient impossible au-delà de la quotité fixée. Dès fin 1932, de nombreuses nations adoptent cette innovation.
- L'édiction de normes est enfin une autre façon de se protéger.

3. La question du rétablissement des économies européennes ravagées par la guerre :

Pour répondre à ces trois questions, les nations alliées mettent en place dès 1944 des institutions internationales originales.

a) Le Fond monétaire international (FMI), symbole des évolutions majeure de la pensée économique

b) La Banque mondiale (BM), d'une politique de grands projets à la notion de gouvernance

c) Le GATT (General Agreement on Tariff and Trade – Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce), des mécanismes douaniers à une approche plus complète du commerce international ;

Les «Trois D » De La Globalisation Financière : Henri Bourguinat a identifié les « trois D » à l'origine de la globalisation Financière : déréglementation, décloisonnement, désintermédiation.

a) La déréglementation : désigne le processus d'assouplissement ou de suppression des réglementations nationales régissant, et restreignant, la circulation des capitaux (contrôle des changes, encadrement du crédit, etc.). Partie des États-Unis et du Royaume-Uni, elle s'est progressivement étendue à tous les pays industrialisés dans les années 1980.

b) Le décloisonnement : désigne l'abolition des frontières segmentant les marchés financiers : segmentation des divers marchés nationaux, d'une part ; mais aussi segmentation, à l'intérieur d'un même pays, entre divers types de marchés financiers : marché monétaire, marché obligataire, marché des changes, marché à terme, etc. Aujourd'hui, les marchés financiers nationaux sont interconnectés, constituant un vaste marché global. Et les différents compartiments du marché financier ont été unifiés, pour créer un marché plus large et profond, accessible à tous les intervenants à la recherche d'instruments de financement, de placement, ou de couverture.

c) La désintermédiation, enfin, désigne la possibilité offerte aux opérateurs désireux de placer ou d'emprunter des capitaux, d'intervenir directement sur les marchés financiers, sans être obligés de passer par ces intermédiaires financiers traditionnels que sont les banques. Dans des pays comme l'Allemagne ou la France, le financement des entreprises a longtemps été massivement intermédiaire, c'est-à-dire assuré par les banques ; mais la part du crédit bancaire dans le financement des entreprises a fortement diminué dans ces deux pays, passant des deux tiers à la fin des années 1970 à environ 50 % aujourd'hui.

II. Tendances Générales En Algérie

Section 01 : structure des échanges extérieurs

Le (FMI) indique dans son rapport publié que le taux de croissance positif pour l'Algérie pour les années 2009, 2010. (+ 2,1 % en 2009, 3,9 % en 2010) et devrait poursuivre sa hausse pour croître de 4% en 2011. Et Pour la région du Maghreb (Algérie, Maroc, Tunisie), le FMI prévoit un taux de croissance global de 3 % en 2009 et de 4 % pour l'année 2010. Ainsi

les résultats globaux en matière des réalisations des échanges extérieurs de l'Algérie durant l'année 2009 ont enregistré un excédent de la balance commerciale de 4,59 milliards de dollars US, soit une diminution de plus de 88% par rapport à l'année 2008, qui s'explique essentiellement par l'importante baisse des exportations (44,91%). D'où un taux de couverture des importations par les exportations de 112% en 2009 contre 201% durant l'année 2008. selon la Banque mondiale l'Algérie est le second puissance économique arabe

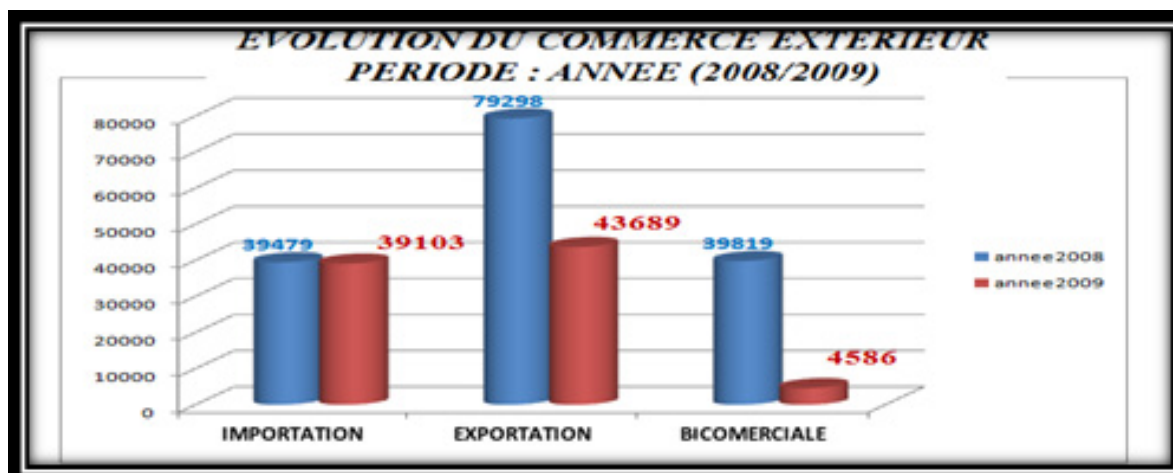


Figure02: source : CNIS de l'Algérie

Section: 02 : À l'importation

Les importations Algériennes ont diminué de près de 1% par rapport à l'année 2008 passant de 39,48 à 39,10 milliards de dollars US. Leur répartition par groupes de produits fait ressortir une baisse pour l'ensemble des groupes de produits à l'exception de celui des biens

D'équipements qui a enregistré une hausse. En effet, les importations des biens d'équipements qui représentent Plus de 39% du total des importations sont passées de 13,27 à 15,27 Milliards de dollars US durant les périodes considérées, soit un accroissement de plus de 15 %. Les importations algériennes, indique l'OMC, sont constituées de 74% de produits manufacturés, de 23% de produits agricoles et de 3% de lubrifiants. Quant aux baisses elles ont concerné les biens destinés à l'outil de production avec 0,65% et les biens de consommation alimentaires et non alimentaires avec respectivement 25,64% et 4,71%. Le groupe des « biens alimentaires » occupe le dernier rang dans la structure des importations réalisées durant l'année 2009 avec 14,86% du volume global soit 5,81 milliards de Dollars US. Par rapport à l'année 2008 enregistre une diminution de plus de 25,6% soit deux (02) milliards De dollars US en valeur absolue. Or l'évolution en baisse a concerné surtout les céréales (-42,35%) les laits et produits laitiers (-32,89%) le café (-21,17%) et les légumes secs (-32,89%). Le groupe des « biens de consommation non alimentaires » vient en

Troisième position dans la structure de nos importations avec la quote-Part de 15,59% et un volume de 6,09 milliards de Dollars US. Par Rapport à l'année 2008, ce groupe enregistre une diminution de 4,71%. Cette évolution en baisse a concerné surtout les médicaments (-6,53%) Les véhicules de tourisme. L'OMC souligne que l'Algérie occupe le 56e éme rang mondial avec une part de 0,24 des Importations mondiales. Dont Les principaux fournisseurs sont l'Union européenne (51,9%), la Chine (8,6%), les USA (7,7%), le Japon (3,9%) et l'Argentine (3,3%).

Section 3 : A L'Exportation

Les exportations des hydrocarbures continuent à représenter L'essentiel de nos ventes à l'étranger durant l'année 2009 avec une part de 97,6% du volume global des exportations, et une baisse de plus de 44% par rapport à l'année 2008 qui s'explique essentiellement par la chute du prix du baril de pétrole. Les exportations hors hydrocarbures, qui demeurent toujours marginales, avec seulement 2,4% du volume global des exportations soit l'équivalent de 1,05 milliard de Dollars US. Enregistrent une diminution de l'ordre de 46% par rapport à l'année 2008. Quant aux principaux « produits hors hydrocarbures » exportés, ils sont constitués essentiellement par le groupe « demi-produits » qui

représente une part de 1,51% du volume global des exportations soit l'équivalent de 659 millions de Dollars US. Le groupe « produits bruts » vient en seconde position avec une part de 0,41% soit 178 millions de Dollars US suivi par le groupe « biens alimentaires » avec une part de 0,26% soit en valeurs absolues 14 millions de Dollars US et enfin les groupes « biens de consommations non alimentaires » et « biens d'équipements industriels » avec une part identique de 0,11 %. Ainsi, et selon l'OMC souligne que l'Algérie est classée 42e éme exportateur mondial et participe à hauteur de 0,49 % dans les exportations mondiales marchandises en 2008. Les principaux destinataires des exportations algériennes de marchandises sont l'Union européenne (43,6%), les USA (30,1%), le Canada (7,8%), la Turquie (3,4%) et le Brésil (3%). L'OMC précise que les exportations algériennes sont constituées de 98,8% d'hydrocarbures, de 1% de produits manufacturés et de 0,2% de produits agricoles. En ce qui concerne le commerce international des services, l'Algérie occupe le 79ème rang mondial en matière d'exportations durant l'année 2008, L'Algérie détient, aussi, 0,08% des exportations et 0,21% des importations dans le commerce mondial des services, extrait de CNIS de l'Algérie. Concernant les perspectives économiques en chiffres, le FMI indique que l'Algérie devra enregistrer un PIB nominal de 167 milliards de dollars en 2011 et 156,8 milliards en 2010, contre 140 milliards de dollars durant l'exercice 2009. Quant aux exportations du pays, le FMI prévoit qu'elles devront augmenter à 58,1 milliards de dollars en 2010 et à 61,1 milliards en 2011, contre 48 milliards de dollars en 2009. Cette sensible amélioration des perspectives économiques de la région, qui comprend les principaux exportateurs de pétrole et de gaz, est expliquée par la hausse des prix du pétrole et la reprise des flux de capitaux. Le taux de croissance de la région, fortement impacté par la chute des prix des matières premières et la crise financière, repartira à la hausse sans toutefois atteindre son niveau d'avant-crise, selon le FMI.



Figure 03: Source : Office National des Statistiques

III. Répartition Par Régions Economiques

En ce qui concerne la répartition par régions économiques au cours de l'année 2009, on aperçoit clairement que l'essentiel de nos échanges extérieurs reste toujours focalisé sur nos partenaires traditionnels. En effet, les pays de L'OCDE occupent les parts les plus importantes

Avec 69,16% de nos importations et de 84,95 % de nos exportations.

Section 01 : L'Union Européenne (UE) :

Les pays de l'Union Européenne sont toujours les principaux partenaires de l'Algérie, avec les proportions respectives de 52,79% des importations et de 53,41% des exportations. Par rapport à l'année 2008, les importations en provenance de l'UE ont enregistré une baisse de près de 1,62% passant de 20,98 milliards de Dollars US en 2008 à 20,64 milliards de Dollars US pour la même période 2009 et les exportations de l'Algérie vers ces pays, ont diminué de 17,93 milliards de Dollars US, soit 43,46 %. A l'intérieur de cette région économique, on peut relever que notre principal client est l'Italie qui absorbe plus de 14,4% de nos ventes à l'étranger, suivi par l'Espagne de 12,2% et la France de 10,61%. Pour les principaux fournisseurs, la France occupe toujours le premier rang avec 15,71%, suivi par l'Italie et l'Espagne avec les proportions respectives de 9,42% et 7,52% dans les importations de l'Algérie au courant de l'année 2009.

Section 2 : LES PAYS DE L'OCDE (hors UE):

Les pays de l'OCDE (hors UE) viennent en deuxième position avec une part de 16,37 % des importations de l'Algérie en provenance de ces pays, et de 31,54 % des exportations de l'Algérie vers ces pays. Par rapport l'année 2008, il y a lieu de signaler une diminution des importations réalisées avec ces pays de l'OCDE (hors UE), passant de 7,25 milliards de Dollars US à 6,40 milliards de Dollars US, soit plus 11,6% en valeur relative, ainsi que des exportations de l'Algérie vers ces pays qui ont enregistré une importante baisse évaluée à près de 51%. A noter aussi que l'essentiel des échanges commerciaux de l'Algérie avec cette région est réalisé avec les U.S.A, suivi par la Turquie et le Canada avec les taux respectifs de 5,11%, 4,46% et 1,07% pour les importations en provenance de ces pays, et de 21,2%, 4,73% et 4,6% pour les exportations vers ces mêmes pays.

Section 03 : LES AUTRES REGIONS :

Les échanges commerciaux entre l'Algérie et les autres régions restent toujours marqués par des faibles proportions. Le volume global des échanges avec les « Autres pays d'Europe », (hors UE et OCDE) affiche une augmentation de leur part du marché de près de 10 % par rapport à l'année 2008, en passant de 669 millions de Dollars US en 2008 à 735 millions de Dollars US en 2009. Les pays de « l'Asie » affichent une diminution de plus 3 % passant de 10,68 milliards de Dollars US à 10,35 milliards de Dollars US pour les mêmes périodes considérées. Le volume des échanges avec les pays de Maghreb (U.M.A) a enregistré une baisse par rapport à l'année 2008 en passant de 2 milliards de Dollars US en 2008 à 1,4 milliard de Dollars US en 2009. Les pays Arabes (hors U.M.A) quant à eux, ont enregistré une hausse appréciable par rapport à l'année 2008, puisque le volume global des échanges commerciaux avec ces pays est passé de 1,49 milliard de Dollars US à 1,91 milliard de Dollars US soit une augmentation de plus de 27,7 %.

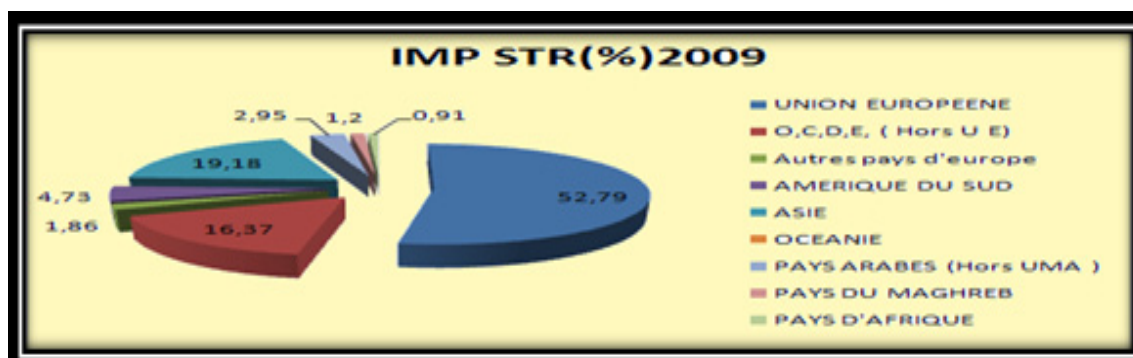


Figure 4:Source de MINISTERE DES FINANCES/ DIRECTION GENERALE/ DES DOUANES / CNIS de l'Algérie

IV. indicateurs économiques et financiers

Section 01 : évaluation de PIB

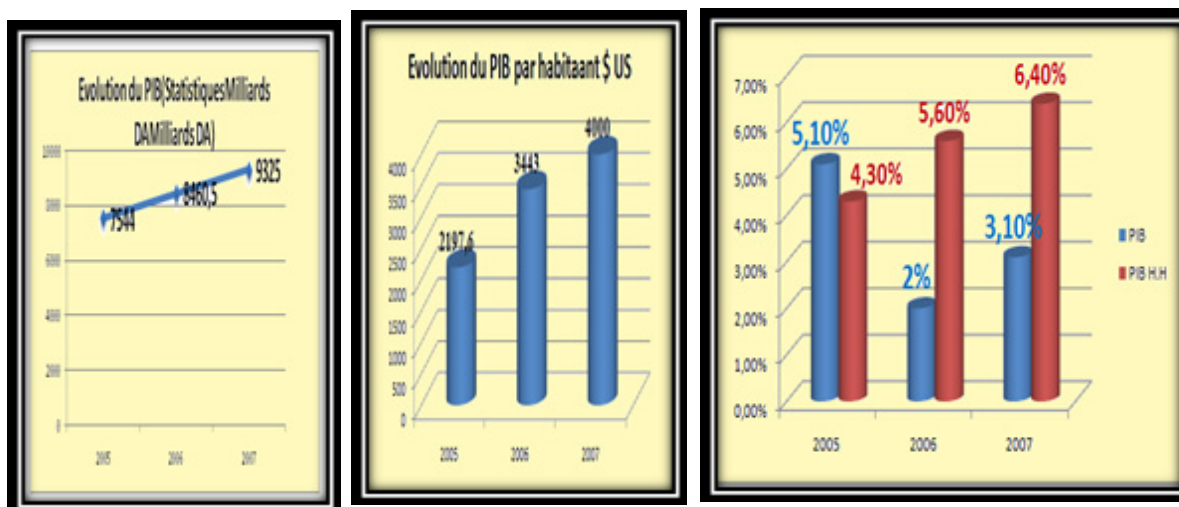


Figure5:évaluation du taux de croissance du PIB et du PIB.H.H Source: Office National des Statistiques: Statistiques En Milliards

Section 02 : Evaluation De Capital Humaine

La population active au sens du BIT a été estimée à 10,3 millions de personnes en décembre 2008, avec un taux d'activité de 41,7% qui enregistre une légère augmentation par rapport à 2007 où il était de 40,9%. La population active occupée est estimée à 9,1 millions de personnes, soit un taux d'occupation de 26,6%. Les femmes représentent 15,6% de l'ensemble des individus occupés : 16,6% en milieu aggloméré et 10,0% en zone éparse.

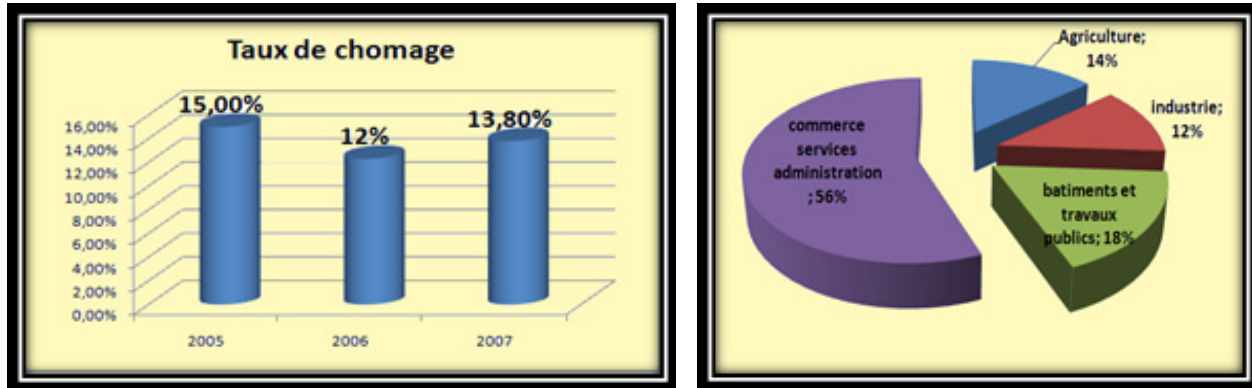


Figure6:répartition de la population occupée par secteur d'activité, source de CNIS de l'Algérie

Section 0 3 : Des Points Positifs

Concernant spécifiquement l'Algérie, le FMI note qu'«avec ses ressources financières dont celles provenant du Fonds de régulation des recettes (FRR), le pays a pu continuer son programme d'investissements publics, ajoutant que les dépenses publiques ont augmenté à un rythme de 10% annuellement entre 2007 et 2009.» Il relève également que la croissance des crédits en Algérie a augmenté de 20% annuellement. Concernant les perspectives économiques en chiffres, l'institution que dirige le français Dominique Strauss Khan indique que l'Algérie devra enregistrer un PIB nominal de 156,8 milliards de dollars en 2010 et de 167 milliards de dollars en 2011 contre 140 milliards de dollars en 2009. Relativement aux exportations, elles devraient augmenter à 58,1 milliards de dollars en 2010 et à 61,1 milliards de dollars en 2011 contre 48 milliards de dollars en 2009, prévoit le Fonds. Il signale également la hausse du niveau des réserves de change de l'Algérie qui devront atteindre « 150 milliards de dollars en 2010, 158 milliards de dollars en 2011 » (contre 147,2 milliards de dollars en 2009). Avec une croissance de +4,6% en 2010 et de +4,1% en 2011, l'Algérie est classée 7ème sur les 12 pays pétroliers de la région MENA, selon les projections du FMI. Depuis fin 2002, l'Algérie dispose d'une position financière extérieure nette positive





Figure7: Source : Ministère des finances

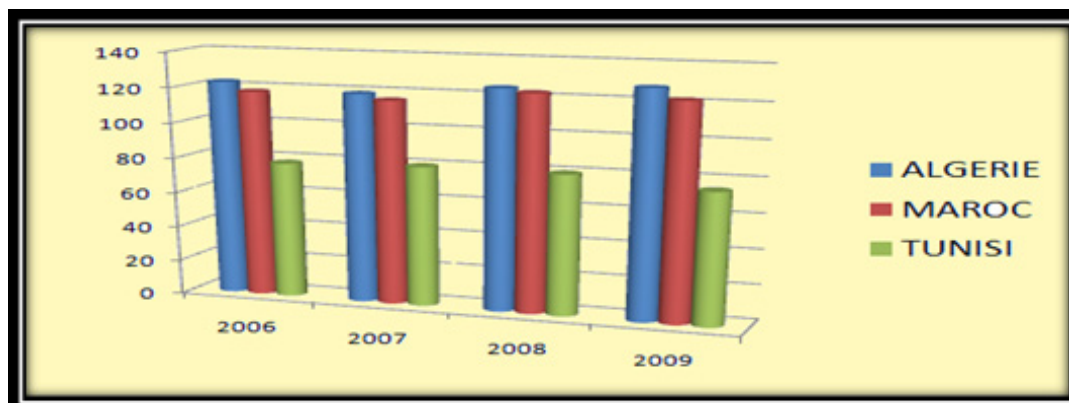


Figure8: Classement de la facilité de faire les affaires de trois pays (2006-2009)

Notes : En 2006 et 2007, le classement s'est fait sur la base de 175 pays, en 2008 et 2009, sur la base de 181 pays Source : Base de données Doing Business, de 2006 à 2009

Conclusion générale

On synthétise que La mondialisation peut aussi se comprendre comme la résultante du jeu des différents acteurs : des acteurs nationaux, internationaux ou transnationaux (États, organisations internationales, multinationales) ; des acteurs légaux ou illégaux (firmes, filières, diasporas, mafias...) dont la mondialisation est un processus ancien qui s'est accéléré récemment. Il s'explique par l'urbanisation, l'extension des économies-monde, la baisse du coût des transports, la diffusion du système capitaliste des progrès du libre-échange, de la monétarisation, de l'industrialisation et de la tertiarisation. On a donc une contraction maximale de l'espace et du temps. Ce processus de mondialisation n'est pas encore achevé, car il existe encore de nombreux espaces très en marge de la mondialisation.

Ainsi La mondialisation se manifeste par des flux de toutes natures qui sont organisés en réseaux autour des décideurs se situant dans les métropoles de la Triade. Aussi deux facteurs expliquent l'expansion de la mondialisation. Ce sont essentiellement les organisations régionales qui concentrent les décisions de la mondialisation, alors que les lieux de production et de consommation sont disséminés partout dans le monde avec des espaces encore très marginaux. C'est pourquoi la mondialisation actuelle n'est qu'une étape dans un processus pas encore achevé.

le rôle des organisations internationales face à la mondialisation dans l'Algérie accroît le bien-être des populations des pays, dont la gouvernance perd une partie de leur autonomie avec la mondialisation pour créer un "climat favorable" à la croissance de tout nature et

augmenter la productivité et le niveau de vie dans le renforcement et la coopération et le partenariat et le mode d'intégration de l'économie algérienne dans l'économie mondiale est foncièrement celui d'un Etat pétrolier, puisque les hydrocarbures contribuent pour 40% au PIB national, pour 60% aux recettes du budget de l'Etat et pour plus de 95% aux exportations. Toutefois, dès lors que l'Algérie confirme sa volonté d'adhésion à l'économie mondiale,

En fin le rôle majeur des organisations internationales accélère Les processus d'intégration de l'Algérie aux ensembles économiques internationaux depuis l'Accord d'association avec l'Union européenne (UE) en 2005(Avec la signature de l'Accord avec l'UE, premier partenaire commercial de l'Algérie, avec 53,2% des importations algériennes (39 milliards de dollars) en 2008 et 51% des exportations (78,2 milliards)), et l'adhésion à la Zone arabe de libre échange en 2009,qui devront permettre à l'Algérie de franchir de grands pas vers l'accession à l'OMC, et la conclusion d'autres accords avec des groupements économiques européens et africains.

Bibliographie :

- CNIS de l'Algérie
- <http://www.algeria.com/forums/business-affaires/21829-9.htm>
- «Analyse Economique Et Historique Des Sociétés Contemporaines », S. Bosc, A.Combes,C-D. Echaudemaison,A-M.Gronier,B.Marcel,L.Orio, J.J.Quilés « l'économie aux concours des grandes écoles 1er édi, NATHAN,1996,& 2 em édi NATHAN,2000,» ;
- « La mondialisation »,bernard luilochon,2 em édi la rousse,2008 ;
- « Monnaies, finance et mondialisation », Jean-Pierre Allégret, 3em édi 2008.
- « Maîtriser la mondialisation : la régulation sociale internationales », vuibert, 2000.
- « L'organisation mondiale du commerce »,Annie Krieger-drynicki,2em édi,vuibert 2005.
- « THESE DE DOCTORAT D'ETAT Economie Internationale », Dominick Salvatore,Traduction De La 9 Eme Edition Américaine Par Fabienne Leloup Et Achile Hannequart ;2007 ;
- « Commerce international et économies régionales », HYPERLINK «<http://www.google.com/search?hl=fr&tbs=bks:1&tbo=p&q=+inauthor:%22Maurice+Catin%22>» Maurice Catin, HYPERLINK «<http://www.google.com/search?hl=fr&tbs=bks:1&tbo=p&q=+inauthor:%22Paul+Djondang%22>» Paul Djondang, 1992.
- « Le Commerce Interantional Théories Politiques Et Perspectives Industrielles », Emmanuel Nyahoho.Pierre-Paul Proulx Préface De Carl Grenier.N92 2006 ;
- « La mondialisation et les institutions internationales », intervention le 18/01/2006 à l'auberge de jeunesse de Namur dans le cadre du cycle de formation de 0xfam_magasins du monde,
- « maitriser la mondialisation, l'UE et le commerce mondial, commission européenne », Manuscrit terminé en décembre 2002 ;
- « Les organisations internationales », HYPERLINK «<http://www.google.com/search?hl=fr&sa=G&tbo=1&tbs=bks:1&q=inauthor:%22Manuel+D%C3%A9z+de+Velasco+Vallejo%22&ei=jGRsTJOoKtSiOMH54Xc&ved=0CEAQ9Ag>»Manuel Diez de Velasco Vallejo, HYPERLINK «<http://www.google.com/search?hl=fr&sa=G&tbo=1&tbs=bks:1&q=inauthor:%22Léonor+Brigitte+Allard%22&ei=jGRsTJOoKtSiOMH54Xc&ved=0CEEQ9Ag>»Léonor Brigitte Allard- 2002 ;